

► PRIMES : L'OPACITÉ ET L'INÉQUITÉ ÇA SUFFIT !

À la BnF l'opacité est totale. Les agents n'ont pas d'information concernant les régimes indemnitaires spécifiques à chaque corps de fonctionnaire. De même, les règles BnF ne sont pas connues et la direction refuse de communiquer sur cette question.

L'audit RSE de 2015 avait pourtant révélé un manque de transparence « *qui nourrit un sentiment d'iniquité* » et préconisait de « *réaliser une étude sur les rémunérations* ». Cette situation est aussi régulièrement dénoncée par la CGT qui réclame également un état des lieux afin de corriger des inégalités injustifiées. Des agents ayant un profil similaire peuvent connaître des différences de montant allant du simple au double. D'années en années, la direction refuse pourtant toutes discussions alors même que c'est une des attributions du Comité technique (CT) où siègent les représentants des personnels. Art. 34 : « *Les CT sont consultés (...) sur les grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférents* ».

Pire, la direction tente de modifier la seule prime transparente et forfaitaire du système, la « prime de fin d'année » en introduisant une modulation à la tête du client. Lamentable pour une prime de Noël.

► FILIÈRE BIBLIOTHÈQUE : ÇA VA MAL CÔTÉ PROMOTION

Rappelons d'abord que la BnF est le principal employeur de cette filière : 275 conservateurs, 95 bibliothécaires, 268 BAS et 469 magasiniers. En revanche, côté promotions c'est plutôt minimaliste.

A titre d'exemple en 2017, 347 magasiniers étaient promouvables en BAS pour seulement 4 possibilités offertes à la BnF. Côté BAS, c'est 1 promotion pour 240 agents répondant aux critères. Outre cet aspect, notre administration ne fait rien pour obtenir du ministère une répartition plus équitable des avancements entre les établissements. Si vous êtes magasinier à la BnF vous n'aurez qu'une chance sur 87 d'être promu en catégorie B. À l'inverse un agent de bibliothèque universitaire aura 1 chance sur 68. Pour les BAS, c'est pire, seulement une personne sur 240 pourra bénéficier d'un avancement en A, alors que dans le reste de la France les agents auront une chance sur 132.

A noter que cette année encore, la BnF a brillé par sa mauvaise gestion des dossiers lors des CAP :

- Déséquilibre entre directions (DCO, DSR...)
- Déséquilibre femmes/hommes
- Promotion de personnels proches de la retraite : zéro gain en terme de salaire
- Agents ayant bénéficié d'un avancement récent à nouveau promus
- Agents n'effectuant plus de tâches propres aux métiers des bibliothèques proposés

La CGT continuera à se battre

- pour un système d'avancement équitable et transparent à la BnF
- pour qu'un agent de la BnF ait autant de chance que les autres personnels de bibliothèque d'obtenir une promotion
- pour des taux de promotions plus élevés pour l'ensemble des agents au niveau national

► RENFORCER LES MISSIONS DE LA BIBLIOTHÈQUE

Si la CGT-BnF défend sans relâche les agents et leurs conditions de travail, elle se mobilise également avec résolution en faveur des missions fondamentales de la BnF.

Les évolutions technologiques accompagnées des changements de comportements des usagers interrogent sur l'identité de notre établissement et sur le sens de nos missions de service public, cela d'autant plus dans un contexte de restrictions budgétaires.

Plus encore en temps de crise, la BnF doit être en mesure de valoriser et de rendre ses collections accessibles au plus grand nombre. La bibliothèque doit pour cela avoir les moyens de conserver et communiquer l'ensemble de ses fonds, de développer ses collections numériques (Gallica) et de faciliter leur accès.

Cela nécessite un projet alliant l'expérience des agents aux attentes des chercheurs et du grand public. Cela implique aussi de rompre avec une vision comptable et commerciale où, comme on l'entend trop souvent, les personnels ne sont plus qu'une charge, les lecteurs des clients et les espaces de la bibliothèque ou encore la numérisation (avec la filiale privée *BnF partenariat*) des moyens afin de dégager des bénéfices au détriment des usagers et des collections.

Soutenir et défendre les missions

→ **D'abord en obtenant des budgets à la hauteur des besoins, que ceux-ci soient traditionnels ou nouveaux.** C'est tout le sens de notre combat avec les personnels contre les coupes budgétaires et pour le maintien des effectifs.

► GRÈVES 2017 : SE MOBILISER À LA BNF ÇA PAYE !

Avec quelques 700 jours de grèves cumulés lors des mobilisations de cet automne (grèves des 12 et 21 sept., 10 et 16 nov.), les personnels de la BnF ont démontré leur détermination à s'opposer aux politiques de régression du gouvernement.

Concernant les revendications BnF, cette mobilisation a permis, comme en 2016, de stopper les suppressions de postes annoncées et de limiter les coupes budgétaires. **C'est une bonne nouvelle pour les personnels et les missions de la bibliothèque.** Toutefois, beaucoup reste à faire au regard de la situation désastreuse de la DdRH et du peu d'empressement de la Direction à améliorer conditions de travail, carrières, etc.

Les temps de forts de la mobilisation

- ① Les 12 et 21 sept. les personnels BnF ont participé aux grèves contre la loi travail et les politiques d'austérité visant les agents de la fonction publique et de la bibliothèque (perte de pouvoir d'achat, nouvelles suppressions de postes, coupes budgétaires, etc.)
- ② Le 27 sept. lors de la présentation du projet de loi de finance (PLF), la BnF se voyait amputer de 5,2 millions de budget pour l'année 2018
- ③ Le 3 oct. l'intersyndicale BnF (CGT, FSU, SUD) déposait un préavis de grève spécifique à la bibliothèque (budgets, emplois, conditions de travail, carrières, etc.)

→ Il s'agit également de renforcer une conservation pérenne du patrimoine. Outre la question essentielle de la préservation des métiers d'Art et de la réinternalisation de certaines filières de traitement, il est nécessaire d'interroger la politique globale de l'établissement dans ce domaine. La numérisation des collections vient en effet progressivement se substituer aux autres méthodes de sauvegarde tandis que les budgets de la conservation et de la restauration subissent des baisses répétées (-30% depuis 2009). Pour la CGT, cette politique est une impasse. La numérisation ne peut à elle seule garantir la pérennité des fonds de la BnF.

→ Pour les lecteurs, la BnF doit s'engager à maintenir des catalogues et une offre documentaire plurielle et scientifique de haut niveau. De même, Gallica doit être soutenu. Cela

se passe par le transfert des dotations de l'Etat concédées à la filiale privée *BnF Partenariat* (dont l'esprit est contraire à nos missions de service public) vers son budget propre, soit près de 14 millions.

La gratuité d'accès aux salles de lecture, sous couvert d'obtenir une carte, doit également devenir un objectif alors que la fréquentation de la bibliothèque a baissé ces dernières années de façon notable et que son décret fondateur précise qu'elle se doit « d'assurer l'accès du plus grand nombre aux collections ».

→ Enfin, les collections et les espaces de Richelieu et autres sites distants, doivent être mieux défendus et valorisés. Richelieu par exemple, au-delà du chantier, du resserrement inacceptable des locaux et de son nouveau musée, n'a pas de véritable projet concerté.

④ Le 10 oct. plusieurs centaines d'agents de la bibliothèque cessaient le travail pour dénoncer les mauvais coups portés par le gouvernement et la situation BnF

⑤ Le 16 oct. l'intersyndicale CGT, FSU, SUD interpellait la Présidente de la BnF via une lettre ouverte lui demandant de prendre position et d'intervenir auprès du ministère

⑥ Le 16 nov. une partie des personnels de la BnF étaient à nouveau en grève à l'appel de la CGT et de SUD

⑦ Le 30 nov. le Conseil d'administration de la BnF confirmait qu'aucune des suppressions de postes annoncées en 2018 n'auraient lieu et que les coupes budgétaires seraient en grande partie compensées



Les acquis de la lutte :

→ **Zéro suppression de postes cette année :** la masse salariale ne sera pas diminuée afin que les destructions d'emplois prévues pour 2018 n'aient pas lieu. C'était une revendication essentielle après les quelques 270 postes perdus entre 2009 et 2016.

→ Pour limiter l'impact des 5,2 millions de coupe budgétaire prévus en 2018 : une partie des crédits sera dégelée et une dotation exceptionnelle accordée afin de ramener la baisse effective à 582 000€.

► RICHELIEU : ALLONS-NOUS DROIT DANS LE MUR ?

Une première phase des travaux plus qu'hasardeuse

C'est l'histoire d'un chantier qui aurait dû prendre fin en 2017 et qui entame tout juste sa deuxième phase. Ces 3 ans de retards sont la conséquence d'une succession de dysfonctionnements : diagnostics amiante et plomb imparfaits (arrêt en catastrophe du chantier pour le dépolluer), mauvaise évaluation du volume des travaux, conflits avec les entreprises intervenant dans le quadrilatère...

C'est aussi des installations livrées il y a un an qui fonctionnent toujours très mal : problème de températures dans les bureaux, les magasins ou les salles de lecture ; ascenseurs et monte-livres en panne ; isolation thermique et phonique défectueuse ; nombreuses fuites d'eau ; lecteurs de badges manquants ou défectueux ne permettant pas de sécuriser les locaux ; coupures électriques...



Les locaux au terme du chantier, la débâcle ?

⇒ L'implantation précise des services est désormais connue et c'est la consternation : alors que plusieurs magasins ont dû être sacrifiés afin de dégager des espaces de bureaux pour les agents, ces derniers n'auront en moyenne que 8m² par personne (la norme étant de 10 à 11m²). A l'inverse, la superficie dévolue aux expositions et à l'événementiel explose avec plus de 2 150 m². Conséquence, les salles de lecture de la Musique et des Cartes et plans fusionneraient avec celles des Manuscrits et des Estampes. **Ce nouveau sa-**

crifice témoigne du peu d'ambition de la direction concernant la reconquête du lectorat à Richelieu.

⇒ **Un manque de place criant pour les collections et le matériel** : avec seulement 10 ans d'accroissement possible et plus de 40% des collections définitivement transférées en Seine-et-Marne à Bussy-Saint-Georges (en raison de l'intégration du département de la Musique dans Richelieu). Cela se traduira par des consultations en différé pour les lecteurs qui devront attendre plusieurs jours leurs documents et un important travail de manutention pour les agents. Locaux, circulation et organisation du travail n'ont évidemment pas été pensés en fonction de ce nouvel impératif. De même, le manque d'espace de stockage pour le matériel de conservation est affligeant.

Pourquoi un tel resserrement ?

⇒ C'est dans la politique immobilière du ministère de la Culture (liée aux coupes budgétaires)

qu'il faut chercher les raisons de ces resserrements : la BnF doit en effet se séparer de ses bureaux situés au 61 rue de Richelieu, de ses 2 immeubles de la rue Colbert (l'hôtel de Nevers : 640 m² et la maison de l'Abbé Barthélémy : 357 m²) et enfin de celui du square Louvois accueillant le département de la Musique (2 millions de documents). Les personnels s'y trouvant et une partie des collections devront rejoindre le quadrilatère Richelieu, où l'on a également intégré, il y a peu, des locaux de l'Ecole des Chartes. En outre, la BnF a abandonné ces dernières années le 12 rue Colbert et le 65 rue Richelieu.

► BNF : LA CGT FAIT UN BILAN DE L'ANNÉE 2017

Notre établissement demeure dans une situation difficile. Après 7 années de coupes budgétaires imposées par les gouvernements successifs, la BnF a perdu près de 270 postes et près de 10 millions de budget. Ces politiques de rigueur ont de graves conséquences sur le fonctionnement de la bibliothèque et les conditions de travail des personnels. Depuis 2010, les arrêts maladies et les accidents du travail sont en hausse constante, les burn-out ont fait leur apparition, les risques psycho-sociaux se généralisent.

Une DdRH toujours en crise

L'expertise menée par un cabinet extérieur à la demande du CHSCT (et à l'initiative de la CGT) en 2016 a démontré la présence de risques psycho-sociaux extrêmement graves. Devant l'incapacité de la direction à régler la situation, voire sa propension à générer encore plus de difficultés par ses prises de décisions inappropriées, de nombreux agents ont quitté le service pour sauvegarder leur santé (**50 % du personnel est parti dont plus de 60% de catégorie A**). Une nouvelle démission est encore intervenue en décembre dernier.

Aujourd'hui, des postes sont encore vacants à la DdRH dont des fonctions clés pour la bonne marche de l'établissement. La désorganisation persiste, les dossiers s'empilent, les nouveaux encadrants ne sont pas suffisamment accompagnés et les équipes sont exténuées par 2 ans de crise.

La politique de la direction en question ?

Les difficultés que rencontrent la bibliothèque et ses personnels sont encore accentuées par les choix stratégiques de la direction et la signature du



3e contrat de performance 2017-2021 n'est pas de nature à changer ces orientations. Ainsi, les nouveaux projets sont toujours aussi nombreux (nouvelle politique des publics, création d'une cinquième direction, évolution de l'outil de production du catalogage et des formats, projet Richelieu, etc.), en l'absence de priorisation, entraînent un effet d'empilement et une surcharge de travail difficilement tenable au sein d'équipes déjà au bord de l'asphyxie.

Personnels et syndicats résistent

Outre les batailles victorieuses menées pour l'emploi et les budgets (voir notre article au recto), les organisations syndicales CGT, FSU et SUD mènent un travail de fond au quotidien. C'est grâce à leur acharnement que la Direction s'est

vue dans l'obligation de mettre en œuvre des plans d'actions afin de résorber les difficultés rencontrées par la BnF et améliorer les conditions de travail. Malheureusement quand il s'agit de mesures en faveur des agents, tout devient étonnamment très lent et les représentants du personnel doivent sans cesse rappeler à la direction ses engagements et batailler pour obtenir gain de cause.

→ Pour la CGT BnF, il est urgent que la direction change ses priorités et mette les agents au cœur de sa politique. Les personnels, qui constituent la richesse et la force de cet établissement, attendent de la part de l'administration plus d'attention, de reconnaissance ainsi que la mise en œuvre de mesures concrètes pour améliorer leur situation avec des moyens humains et financiers à hauteur des missions de la BnF.

► RICHELIEU SE MOBILISE

Décembre 2017, les organisations syndicales CGT FSU, SUD et les agents du site lançaient la pétition : « Pour Richelieu, ses collections, ses lecteurs et ses personnels ». En 3 jours plus de 200 personnes de toutes catégories, métiers et départements la signaient. Ce succès est révélateur du mécontentement existant sur le site : travaux qui n'en finissent plus, conditions de travail dégradées, locaux neufs fonctionnant mal, inquiétude concernant les aménagements futurs...

La direction obligée de répondre

→ Sous la pression la Direction s'est engagée à mieux associer les personnels au projet (réunions d'échanges, possibilité de poser des questions à la direction, de proposer, d'alerter... par messagerie ou courrier. Eléments qui seront ensuite publiés sur Biblioblog avec les réponses.

→ L'administration a également annoncé qu'au terme du chantier le site ne sera pas ouvert à la va vite comme cela a été le cas pour la première tranche des travaux. La mise en fonction de la zone 2 n'interviendra donc qu'en 2021 (initialement 2020) après vérification des équipements.

→ Les interventions en zone rénovée pour régler les dysfonctionnements vont être accélérées

L'avenir se joue désormais au Ministère de la culture

Si les premières mesures proposées par la Direction vont dans le bon sens, elles ne règlent pas le problème majeur que connaît Richelieu : l'exiguïté des locaux dédiés aux personnels, aux collections et aux matériels. **C'est désormais au Ministère de la Culture que se joue en grande partie l'avenir du site**, car lui seul a le pouvoir de décider de la conservation par la BnF des bâtiments attenants au quadrilatère.

► TRAVAIL EN LOCAL AVEUGLE, DES PETITES AMÉLIORATIONS !

Depuis la signature du protocole de fin de grève de juillet 2016 qui comporte un volet relatif aux conditions de travail, les choses avancent enfin. **Deux nouveaux espaces de repos en lumière du jour vont être créés aux niveaux A1 et A2 des bandeaux**. D'ores et déjà 600 000 euros ont été budgétés (pour 2018 et 2019) afin de réaliser des travaux.

A Richelieu, le travail de la CGT a par ailleurs payé puisque depuis fin 2016 plus aucun agent n'a de bureau en local aveugle.

La CGT propose également :

- d'aménager et rendre accessible les patios desservant les escaliers de secours
- de faire passer de 2 à 4 le nombre de jours de congés compensatoires liés aux locaux aveugles
- d'ouvrir les volets des halls d'ascenseurs dans les étages desservant les magasins en tours

A plus long terme il s'agit d'obtenir que le « travail interne » des magasiniers soit effectué dans des zones éclairées par la lumière naturelle. Une piste évoquée est de libérer pour les personnels des espaces de magasins en tours. Néanmoins, cela ne pourra se faire sans les nouveaux locaux de stockage prévus pour les collections à Bussy en 2023.

ENSEMBLE, PLUS FORTS ! SYNDIQUEZ-VOUS

► Permanence du lundi au vendredi à Tolbiac, local à côté de la médecine de prévention, niveau A2, T4

► tel : 01-53-79-49-01, mail : cgt@bnf.fr

Toute l'actualité de la BnF et de la CGT ► www.cgtnbf.fr